

# LE TEMPS

---

Syrie jeudi 28 juin 2012

## Le Conseil des droits de l'homme blâme à nouveau Damas

**Par Sandra Moro**

Le Conseil des droits de l'homme blâme à nouveau Damas Le régime Assad a une nouvelle fois été violemment critiqué dans l'enceinte onusienne. Une résolution, qui fait l'objet d'âpres négociations, devrait être déposée ce jeudi

Avant le sommet international qui se déroulera samedi à Genève, la Syrie a une nouvelle fois occupé les débats du Conseil des droits de l'homme (CDH) réuni dans la cité lémanique pour sa XXe session. La commission d'enquête internationale sur la Syrie a présenté mercredi dans l'enceinte onusienne un rapport aussi attendu qu'accablant, qui détaille l'escalade de la violence au cours des derniers mois dans le pays.

A l'initiative de l'Union européenne, une résolution – soutenue par la Suisse – devrait être déposée ce jeudi devant le Conseil après de longues tractations entre ses divers signataires. Le texte faisait hier encore l'objet de négociations sur un paragraphe évoquant l'intervention de la Cour pénale internationale (CPI), en raison de réticences de la Suède.

### Guerre civile

«La situation des droits de l'homme en Syrie s'est rapidement détériorée», a souligné le Brésilien Paulo Pinheiro, le président de la commission d'enquête. De février à juin 2012, le conflit a changé de nature: les manifestants réprimés ont fait place à de multiples groupes armés antigouvernementaux, opposés à l'armée, et à des milices pro-gouvernementales, relève la commission. Elle note aussi de plus en plus d'exactions perpétrées pour des motifs religieux, et souligne que dans certaines zones, le combat affiche les caractéristiques d'une guerre civile. Les experts estiment qu'en raison de l'afflux de nouvelles armes parvenant à toutes les parties, «la situation risque de s'aggraver encore au cours des prochains mois».

La commission désigne les forces gouvernementales et les chabiha, ces milices fidèles au régime, comme les probables responsables de tueries, d'actes de tortures et de violences sexuelles, y compris à l'égard d'enfants. Les groupes antigouvernementaux, eux, sont dénoncés pour de probables exécutions de combattants proches du régime.

Concernant le massacre de Houla, qui a fait plus de 100 victimes le 25 mai dernier, la commission, chargée par le CDH d'enquêter et d'établir les responsabilités, pointe du doigt les autorités: «Les forces loyales au gouvernement pourraient avoir été responsables d'un grand nombre de morts», écrit-elle, même si elle n'exclut pas que des groupes antigouvernementaux ou étrangers soient impliqués. Pour l'heure, les experts ne sont pas parvenus à découvrir l'identité des responsables du massacre. Autorisé à effectuer une visite éclair à Damas du 23 au 25 juin, au cours de laquelle il n'a pu rencontrer que des officiels de second rang, Paulo Pinheiro n'a cependant pas pu se rendre à Houla.

Irritée par les conclusions du rapport, la délégation syrienne a, comme elle l'avait déjà fait par le passé, quitté la salle du CDH en dénonçant des débats biaisés. Elle a pu, comme à

l'accoutumée, compter sur le soutien de ses principaux alliés, la Russie, la Chine et l'Iran, qui ont appelé au respect de sa souveraineté. Mais ces pays ont aussi plaidé pour le respect du plan de sortie de crise de Kofi Annan, ignoré par Damas. La plupart des autres délégations ont multiplié les critiques à l'égard du régime Assad et de ses exactions. A l'initiative de la Suisse, un groupe de 22 pays a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à saisir la Cour pénale internationale.

**LE TEMPS**© 2012 Le Temps SA